

Les combats redoublent d'intensité à Kigali

Clayton, Jonathan

Reuters, 19 juin 1994

KIGALI, 19 juin, Reuter - De violents combats ont éclaté dimanche à l'aube à Kigali entre forces gouvernementales et rebelles du Front patriotique du Rwanda (FPR).

Les belligérants ont échangé des tirs de mortiers, d'artillerie et d'armes légères de part et d'autres des lignes de front qui divisent la capitale rwandaise.

Des explosions et des tirs de mitrailleuses ont retenti dans les rues de la capitale où le sable se mêlait au sang des victimes. Avec le retour des lance-roquettes, les spéculations sur une attaque imminente des rebelles du FPR soucieux d'en finir avant l'arrivée d'une force d'intervention étrangère, ont repris de plus belle.

Un épais nuage de fumée planait au dessus des quartiers tenus par les forces gouvernementales.

A Paris, l'Elysée et l'hôtel Matignon ont annoncé samedi dans un communiqué commun que la France avait décidé d'envoyer aux frontières du Rwanda "les moyens nécessaires" à une opération internationale à but humanitaire "destinée à sauver des vies humaines et à mettre fin aux massacres".

Selon les organisations humanitaires 500.000 personnes ont été massacrées depuis le 6 avril dernier, date de la mort du président Juvenal Habyarimana et de son homologue burundais Cyprien Ntaryamira dans un attentat contre leur avion.

— Français indésirables —

Mais l'intervention française pourrait provoquer de nouveaux massacres et fragiliser les perspectives de paix.

Le FPR tient Paris pour responsable des massacres perpétrés par les forces gouvernementales et les milices qui leur sont alliées et a prévenu qu'il s'opposerait aux militaires français.

"Ce n'est pas aux Français d'intervenir. C'est à nous de le faire nous-même", a déclaré samedi à Reuter le commandant Wilson Rutayisire, porte-parole du FPR.

"Il n'y a pas de pays plus impopulaire auprès des rebelles que la France", a confirmé un officier de la Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (Minuar).

L'appui longtemps apporté par la France au gouvernement Habyarimana ne l'a guère rendue populaire auprès du FPR à dominante tutsie. Celui-ci a averti qu'une intervention française serait considérée comme une agression.

Il accuse en outre la France d'avoir armé et entraîné les milices hutues mises en cause dans la plupart des massacres et se souvient avec amertume que son avance sur Kigali en 1990 avait été bloquée par l'armée française.

Les Nations unies ont déclaré être parvenues samedi à évacuer plusieurs centaines de civils bloqués dans Kigali par les combats. D'autres opérations d'évacuation sont prévues dimanche, mais l'intensité des combats autour des bâtiments de la paroisse de la Sainte-Famille a provoqué des retards. /AP

(c) Reuters Limited 1994